

CA1
EA533
96P03
FRE
ex.1
DOCS

DOCUMENT du GROUPE des POLITIQUES

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

CANADA

"NOUVELLE" Théorie de la croissance et aide au développement

par

James P. Walker

Analyste des politiques

Direction des politiques économique et commerciale (CPE)

AVRIL 1996

96/03

SP76F

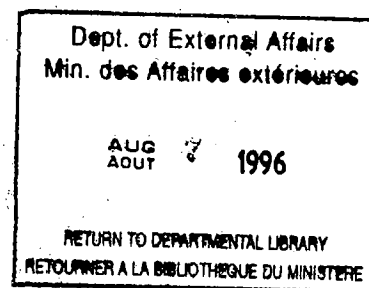
Les documents du Groupe des politiques ont pour objet d'encourager, parmi les responsables de la politique étrangère, les échanges sur les tendances et les questions internationales. Les opinions exprimées dans ces documents ne sont pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

Prière d'adresser vos observations et vos questions concernant le présent document au Groupe des politiques (CPB), Affaires étrangères et Commerce international, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2 [Tél. : (613) 944-0367; télécopieur : (613) 944-0375]. On peut obtenir des copies de ce document en faisant la demande à InfoCentre (SKIO) du Ministère [1-800-267-8376; région outaouaise tel: (613) 944-4000; télécopieur : (613) 996-9709], en mentionnant le code SP76F.

An english version of the Paper is also available.

« NOUVELLE » THÉORIE DE LA CROISSANCE ET AIDE AU DÉVELOPPEMENT

1. Sommaire/Executive Summary	2
2. Introduction	5
3. Évolution différente de la croissance dans les pays en développement	7
4. Théorie de la croissance néoclassique	8
5. Nouvelle théorie de la croissance ou théorie de la croissance endogène	10
5.1 Sortie de l'état d'équilibre	12
5.2 Synthèse et diffusion de la technologie	13
6. Théorie : Contribution macro-économique de l'aide	17
7. Théorie : Pourquoi les pays donnent de l'aide	17
8. Pratique : Question de l'aide du point de vue empirique	19
9. Aide publique du Canada au développement	22
10. Conclusions et recommandations	25



43 277 070

Sommaire

Au cours de la période d'après-guerre, les pays en développement dans leur ensemble ont connu des niveaux de croissance économique sans précédent. Mais l'évolution de leur croissance a divergé tellement depuis quarante ans qu'elle constitue peut-être le facteur le plus important de différenciations entre les nantis et les démunis d'aujourd'hui. En même temps, l'expérience et la prospérité relative de ces pays et de beaucoup d'autres ont changé radicalement. Ces variations s'expliquent par la croissance économique et les politiques gouvernementales sont à l'origine de l'évolution différente de la croissance. Dans certains cas, les stratégies de développement adoptées étaient peu judicieuses et reposaient sur un fondement idéologique laissant à désirer. Dans d'autres, les ressources, soutenues par les rentrées massives d'aide au développement, étaient dilapidées par l'élite politique qui les investissait mal et se remplissait les poches plus souvent qu'autrement. Ailleurs, la guerre civile et l'agitation intérieure rendaient impossible toute croissance économique soutenue.

Le présent document étudie les leçons à tirer de la théorie de la croissance et les articles théoriques et empiriques sur la contribution de l'aide à la croissance macro-économique. J'en conclus que même si la théorie de la croissance néoclassique semble indiquer que l'aide étrangère peut « remplacer » le capital intérieur dans le processus d'accumulation du capital, plusieurs études révèlent que l'aide comme moteur de la croissance est grandement mise en doute à la fois dans les pays donateurs et les pays bénéficiaires. Par ailleurs, la nouvelle théorie de la croissance ou théorie de la croissance endogène affirme que c'est en élevant la productivité du capital humain que l'on fait progresser l'économie. Il faut évidemment qu'il y ait une volonté en ce sens et que le milieu le permette. Le Canada ne fournit qu'une aide restreinte et elle s'amenuise. Il devrait donc l'axer plus étroitement sur la formation et l'éducation et favoriser une économie de marché apte à apprendre par l'action, surtout dans les pays qui sont déterminés à soutenir les réformes essentielles à la création d'un tel milieu.

Je soutiens également dans ce document que l'aide internationale devrait servir à améliorer les capacités de recherche et de développement des pays bénéficiaires. La recherche et le développement sont un apport pour le capital humain et contribuent ainsi à la hausse des taux de croissance économique. On pourrait aussi revoir les arrangements actuels concernant l'accès à la technologie. On pourrait également orienter en grande partie l'aide internationale vers l'amélioration des capacités d'exportation des pays bénéficiaires et du fonctionnement de leurs marchés intérieurs en favorisant l'accès bilatéral aux marchés, en consolidant les régimes relatifs à la propriété intellectuelle et au droit

commercial et en aidant les pays bénéficiaires à s'implanter plus activement sur les marchés.

Executive Summary

The developing world as a whole has experienced unprecedented levels of economic growth in the post-war period. But, the stunning divergence of growth patterns amongst countries of the developing world over the last forty years is perhaps the single most important factor in determining the differences between the haves and the have-nots of today. The experience, and relative prosperity, of those countries and many others have changed dramatically during that period. The reason for this is economic growth and the reasons for these diverging growth patterns are government policies. In some cases, development strategies were misguided, based on a faulty ideological base. In others, resources including massive flows of development assistance were squandered by political elites who misdirected investment, including by more than occasionally lining their own pockets. In still other countries, civil war and domestic unrest meant that sustained economic growth was impossible.

This Paper looks at the lessons from growth theory, and the theoretical and empirical literature on aid's contribution to macroeconomic growth. I conclude that, while neoclassical growth theory argues that foreign aid can "replace" domestic capital in the capital accumulation process, several studies have noted that aid as a growth motor has been discredited to a large degree in both donor and recipient countries. On the other hand, new or endogenous growth theory says that economies grow by raising the productivity of human capital. This requires commitment and an enabling environment. Canadian aid flows are not large, and are falling. Thus Canadian aid should be even more tightly focussed on training and education, and encouraging a market-based environment more propitious for learning by doing, especially in countries where there is a commitment to sustain the reforms required to create such an environment.

This Paper also argues that international assistance should focus on improving the research and development capabilities of recipient countries. Research and development contributes to increasing human capital, and hence to rising economic growth rates. Existing arrangements with regard to access to technology could also be reviewed. In addition, international assistance should be targeted in large part on improving the export capabilities and the functioning of domestic markets of recipient countries, through improving two-way market access, strengthening intellectual property and commercial law regimes, and helping recipient countries to participate in markets more efficiently.

[TRADUCTION] « Si nous pouvions comprendre quelles politiques du gouvernement ont un effet même minime sur le taux de croissance à long terme, alors nous aurions un moyen d'améliorer les niveaux de vie qui serait bien meilleur que tous ceux que nous a fait connaître l'analyse macro-économique depuis qu'on la pratique. La croissance économique est la partie de la macro-économie qui importe vraiment¹. »

[TRADUCTION] « Le critère ultime pour évaluer les politiques en matière de développement doit être la croissance économique, parce que, si l'on veut s'attaquer à la pauvreté avec succès, l'économie dans son ensemble doit croître². »

2. Introduction

L'évolution de la croissance a divergé tellement d'un pays à l'autre depuis quarante ans qu'elle constitue peut-être le facteur le plus important des différences observées entre les nantis et les démunis des années 90. Les histoires sont peut-être apocryphes, mais elles ont en commun un élément de vérité. Après la Deuxième Guerre mondiale, les revenus par habitant en Asie et en Afrique se ressemblaient beaucoup; même que, par exemple, le revenu par habitant en Corée du Sud se comparait à celui au Ghana. Et pourtant, l'expérience et la prospérité relative de ces pays et de beaucoup d'autres ont changé radicalement. Ces variations s'expliquent par la croissance économique.

Même les petits changements dans le taux de croissance annuel du PIB ont des effets cumulatifs très importants sur le revenu par habitant au cours de la période observée. L'écart entre les taux de croissance dans les pays en développement a été encore plus prononcé que dans les pays industrialisés. Les économistes ont tenté d'expliquer cette évolution différente de la croissance à l'aide de toutes sortes de modèles, fondés habituellement sur une fonction de production néoclassique simple. Dans ces modèles, la création de capital est

¹ Robert J. Barro. « Recent Research on Economic Growth », *NBER Reporter*, Été 1994, p.7.

² William Ryrie. *First World, Third World*, St. Martin's Press, Londres, 1995, p.17.

essentielle à la croissance économique, et l'investissement y est donc un élément central. La plupart du temps ces trente dernières années, des sommes importantes d'aide ont été transférées des pays industrialisés à divers pays en développement au moyen de canaux officiels bilatéraux ou multilatéraux ou en provenance de sources non publiques. Pourtant, beaucoup de pays restent encore aujourd'hui des pays frappés par la pauvreté, fortement tributaires de l'aide étrangère et affligés de taux de croissance faibles qu'ils ne réussissent pas à augmenter. À l'opposé, d'autres pays ont connu une période de forte croissance, pendant laquelle les revenus par habitant se sont plusieurs fois multipliés. Ces pays ont eux aussi été jadis des bénéficiaires d'aide, mais ils n'ont plus autant besoin d'aide publique au développement aujourd'hui. Ils sont plutôt devenus des destinations pour les capitaux privés.

Figure 1

Aide au développement

Flux de ressources nets totaux (en milliards de dollars)

Flux privés et crédits à l'exportation

Autre APD

APD totale reçue

Source : OCDE

Étant donné les évolutions divergentes observées, nous essayons dans le présent document d'examiner les différentes théories de la croissance, en accordant une attention particulière à la nouvelle théorie de la croissance (ou théorie de la croissance endogène). Tout en reconnaissant que la croissance n'est pas le seul objectif visé chez nos récipiendaires d'aide, nous pensons que l'analyse présentée ici peut guider la discussion du rôle de l'aide étrangère à l'intérieur de certaines limites théoriques. À un moment où l'aide publique bilatérale est

contestée dans de nombreux pays industrialisés³ et où le niveau global de cette aide diminue, en termes aussi bien absolus que relatifs, les arguments théoriques tirés de la théorie de la croissance pourraient éclairer le débat sur l'aide (voir figure 1). L'analyse de l'aide canadienne ces dix dernières années montre qu'elle a subi les mêmes pressions que celles exercées ailleurs dans les pays occidentaux. Les leçons générales à tirer de cette analyse théorique devraient donc s'appliquer aussi à la politique canadienne en matière d'aide. Le présent document ne s'intéresse pas à la distribution géographique de l'aide⁴; il ne constitue pas non plus une critique détaillée de la politique canadienne en matière d'aide au cours des quarante dernières années. Tout en reconnaissant que le débat sur le « développement » est plus vaste, nous avons limité notre attention au tournant auquel la discussion théorique de la théorie de la croissance semble être arrivée et aux conséquences que cela peut avoir sur le rôle de l'aide. Ces réflexions pourraient elles-mêmes servir de toile de fond contre laquelle pourrait être examinée l'aide que le Canada accordera aux autres pays au cours des années à venir.

3. Évolution différente de la croissance dans les pays en développement

Il n'y a pas de règles absolues concernant la croissance des pays en développement. Les chiffres sur la croissance et la structure des cycles économiques ont convergé dans une grande mesure dans les pays industrialisés ces vingt dernières années, mais la situation est complètement différente dans les pays en développement. Le PIB réel a augmenté en moyenne de 3,3 % par année entre 1976 et 1986 à l'échelle du globe, comparativement à une moyenne estimative de 3,2 % pour la période 1986 à 1996⁵. Mais, lorsqu'on ventile les

³ Voir Michael Prowse. « The Assault on Aid », *Financial Times*, 6 novembre 1995 et Will Hutton, « Aid that only Basket Cases Need Apply For », *Manchester Guardian Weekly*, 28 janvier 1996.

⁴ Pour une bonne analyse de ces questions, voir les documents précédents de la Série Documents du Groupe des politiques de Keith Christie et David Preston, « Gérer la diversité : Les relations économiques du Canada avec les pays en développement », No. 95/15 (décembre 1995) et de Nicholas Dimic, « The Geographic Distribution of Canada's Bilateral Assistance: Alternative Approaches », No. 95/11 (août 1995).

⁵ Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 1995.

chiffres par région, on peut distinguer plusieurs tendances importantes. Dans le cas des pays industrialisés, les moyennes pour les deux décennies ont été de 2,7 et 2,6 % respectivement, comparativement à une croissance réelle remarquable de 6,7 et 7,7 % par année pour les décennies en question dans les pays en développement en Asie, de 2,1 et 2,4 % dans les pays africains et latino-américains et de 3,2 et 2,7 % dans les Caraïbes.

Toutefois, en eux-mêmes, les chiffres sur la croissance du PIB peuvent donner une impression inexacte de l'ampleur réelle de la croissance économique. Le PIB par habitant mesure de façon plus réaliste les bienfaits de la croissance économique, parce que des taux de croissance démographique élevés peuvent réduire à peu de chose même des taux de croissance économique impressionnants et que de faibles taux de croissance du PIB peuvent ne poser aucun problème si la croissance démographique est faible elle aussi. Même quand on prend le PIB réel par habitant, le portrait ne change pas de façon appréciable. La situation dans les pays en développement est illustrée de façon éclatante par l'accroissement annuel réel du PIB par habitant de 5,3 % observée en Asie au cours des vingt dernières années, ce qui représente un doublement du revenu par habitant à peu près tous les treize ans. À l'opposé, les pays en développement de l'hémisphère occidental ont affiché un modeste taux de croissance moyen de 1,2 % et ceux d'Afrique, un taux de croissance négatif de -0,7 % par année au cours des vingt dernières années, ce qui indique à quel point la situation est grave sur ce continent. Les spécialistes des théories du développement ont noté ces écarts dans les taux de croissance, écarts d'autant plus frappants que les revenus par habitant étaient tellement semblables il y a quarante ans, et ils ont essayé de les expliquer au moyen de plusieurs théories différentes.

4. Théorie de la croissance néoclassique

La théorie de la croissance néoclassique a vu le jour dans les travaux de Solow et Swan⁶ en 1956. La simplicité est à la fois son point fort et son point faible. La croissance économique en état d'équilibre dépend du progrès technologique et de la croissance démographique, qui sont tous deux exogènes au modèle de production standard (où le capital, le travail et la terre sont les intrants). Sans progrès technologique, la production par habitant n'augmente pas. À court terme, un accroissement du taux d'épargne peut faire augmenter la croissance

⁶ Robert Solow. « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 70 (1), février 1956.

économique par habitant. Mais à cause des rendements décroissants du capital, à long terme, la croissance augmentera seulement au taux du progrès technologique donné de façon exogène. Par conséquent, les politiques économiques de l'État dans un modèle de croissance en état d'équilibre n'auront d'effet sur le taux de croissance que dans les cas où une économie est en transition entre deux états d'équilibre. La théorie de la croissance néoclassique a été utilisée pour analyser l'évolution de la croissance au sein d'un vaste groupe de pays en développement et de pays développés.

Essentiellement, le modèle néoclassique se fonde sur l'accumulation du capital. En augmentant l'épargne et l'investissement, un pays peut augmenter le montant de capital qu'il laisse aux travailleurs futurs, ce qui augmentera la productivité et le revenu. À la longue, chaque génération épargne juste ce qu'il faut pour remplacer le capital qu'elle a épuisé. À ce moment-là, le revenu par habitant ne peut augmenter qu'à la vitesse à laquelle se développe la technologie sur laquelle il peut compter pour s'améliorer, c.-à-d. le « facteur exogène ». Cela mène à conclure que les pays ayant les mêmes niveaux de technologie convergeront vers un niveau d'état d'équilibre donné. Toutefois, on a observé par le passé une divergence en ce qui a trait au revenu par habitant entre les pays, en particulier entre les pays en développement, les nouveaux pays industrialisés et les économies modernes.

De plus, Freeman⁷, dans un exposé de synthèse très utile, fait valoir que, dans les modèles mathématiques néoclassiques formels de la croissance, la « boîte noire » prend la forme d'un facteur résiduel dans la fonction globale de production. Ce résidu se compose du changement technique et du changement institutionnel. À partir de l'étude originale de Solow, la plupart des modèles néoclassiques formels ont montré que le résidu explique apparemment une plus grande partie de la croissance que la simple accumulation du capital ou que la simple augmentation de la main-d'oeuvre. Ces deux dernières années, les travaux des « experts de la croissance », comme ceux de Young⁸ au MIT, ont montré que ce résidu n'est peut-être pas aussi grand qu'on l'a déjà cru, mais qu'il existe quand même. La théorie néoclassique ne peut pas expliquer entièrement pourquoi la croissance

⁷ Chris Freeman. « Innovation and Growth », dans éds., Mark Dodgson et Roy Rothwell, *The Handbook of Industrial Innovation* (Edward Elgar, Aldershot, 1994).

⁸ Alwyn Young. « Growth Without Scale Effects », *NBER Working Paper No. 5211*, août 1995.

observée dans de nombreux pays est associée non seulement à l'accumulation de plus d'intrants - capital et travail -, mais aussi à l'augmentation rapide et soutenue de la productivité globale de ces intrants.

Comme la convergence qui aurait dû découler des modèles du type de celui de Solow n'a pas été observée empiriquement et que l'état d'équilibre dans lequel devrait se trouver le processus ne semblait pas réaliste, un nouveau groupe de théoriciens a commencé à examiner de « nouvelles théories de la croissance » au milieu des années 80. L'apparition de ce nouveau mouvement est aussi attribuable au fait que les outils de politique associés au modèle néoclassique ne produisaient plus autant d'effet (impuissance des variables budgétaires et monétaires). L'ouvrage de Romer paru en 1986 et qui fait oeuvre de pionnier dans ce domaine a marqué le début de cette nouvelle école de la théorie de la croissance endogène⁹.

5. Nouvelle théorie de la croissance ou théorie de la croissance endogène

Selon l'excellent tour d'horizon des ouvrages effectué par Fagerberg, les principaux maîtres à penser de ce nouveau courant, soit les Romer, Lucas et Scott, « suivent tous la voie d'Arrow et de Kaldor et supposent que les nouveaux investissements (dans le capital physique et/ou humain) mènent à des progrès technologiques sous la forme d'apprentissage par l'action. Ce phénomène est censé être extérieur à l'entreprise, de sorte qu'il y a des rendements d'échelle constants au niveau de l'entreprise, mais des rendements d'échelle croissants au niveau agrégé¹⁰. »

La théorie de la croissance endogène propose une explication au fait que la convergence des rendements économiques entre les pays anticipée dans le modèle néoclassique n'a pas eu lieu : les effets bénéfiques externes que l'accumulation du capital peut avoir à l'échelle de l'ensemble de l'économie compensent l'effet limité que peut produire à terme l'accroissement du capital par travailleur dans une entreprise donnée. En un mot, la productivité marginale globale du capital ne diminue pas avec l'accroissement du PIB par habitant.

⁹ Paul Romer. « Increasing Returns and Long-Run Growth », *Journal of Political Economy*, Vol. 94, No. 5 (octobre 1986).

¹⁰ Jan Fagerberg. « Technology and International Differences in Growth Rates », *Journal of Economic Literature*, Vol. XXXII (septembre 1994).

Bon nombre des nouveaux modèles de la croissance endogène incorporent des mécanismes grâce auxquels les politiques économiques et sociales peuvent générer un lien entre politique et croissance en état d'équilibre. Certains de ces modèles peuvent même générer un lien entre politique et croissance à long terme en supposant des fonctions globales de production qui affichent des rendements d'échelle non décroissants. L'ouvrage de Romer paru en 1986 considérait le changement technologique comme endogène en supposant que c'est un bien public et que l'investissement privé élève le niveau de technologie pour l'ensemble de la société. L'externalité positive associée à l'investissement privé conduit à une fonction de production à rendements d'échelle croissants. Aussi, le taux de croissance en état d'équilibre augmente-t-il avec le taux d'investissement. Dans le modèle de Lucas de 1988¹¹, les externalités résultent des accroissements du capital humain parce que l'investissement dans le capital humain augmente la productivité des bénéficiaires de ce capital et celle de la société en général. Par conséquent, les politiques qui accroissent l'investissement public et privé dans le capital humain influent sur la croissance économique à long terme. Les modèles de croissance endogène montrent clairement que les politiques macro-économiques et micro-économiques peuvent influencer sur la croissance économique à long terme par leurs effets sur l'accumulation du capital physique et humain.

On reconnaît maintenant de façon générale que le développement du capital humain favorise la croissance économique. En effet, les modèles de croissance endogène ont montré que la décision des agents économiques d'investir dans le capital humain favorise le progrès technologique et permet donc d'établir un lien entre accumulation du capital et croissance de la production par habitant en état d'équilibre. Par conséquent, les politiques qui favorisent le développement du capital humain devraient contribuer à la croissance économique par habitant. Le progrès technologique peut résulter d'activités de R-D réalisées à des fins bien précises et peut même être récompensé par une forme quelconque de pouvoir monopolistique ex post. Si l'économie n'a pas tendance à manquer d'idées, la croissance peut alors rester positive à long terme. À cause des distorsions liées à la création de nouveaux biens et de nouvelles méthodes de production, le taux de croissance à long terme peut aussi dépendre des mesures gouvernementales comme la taxation, la fourniture d'une infrastructure et la protection des droits de propriété intellectuelle.

¹¹ Robert E. Lucas. « On the Mechanisms of Economic Development », *Journal of Monetary Economics*, Vol. 22 (1) (juillet 1988).

D'autres travaux de Romer, Grossman et Helpman, Aghion et Howitt supposent qu'il y a un secteur de la technologie distinct dans l'économie qui fournit aux autres secteurs de nouvelles technologies. Les producteurs achètent la nouvelle technologie au secteur de la technologie et obtiennent en échange le droit exclusif de l'utiliser. Ces producteurs doivent demander un prix supérieur au coût marginal pour ce qu'ils produisent, c.-à-d. qu'on est en concurrence imparfaite, parce qu'autrement, ils ne pourraient pas générer assez de revenus pour couvrir leurs coûts, y compris l'investissement initial dans la nouvelle technologie. Toutefois, en plus de la composante privée faisant l'objet d'une propriété exclusive, l'innovation comporte aussi une composante publique (externalité) qui rend tous les projets d'innovation subséquents plus faciles à réaliser — et plus productifs. Cela contrebalance la tendance à la baisse de productivité associée aux nouveaux investissements réalisés dans des activités novatrices et permet à l'innovation — et donc à la croissance — de se poursuivre. Dans ces modèles, le taux de croissance dépend de la quantité de ressources consacrées à l'activité d'innovation (R-D), de la mesure dans laquelle les agents économiques peuvent s'approprier la nouvelle technologie (degré de monopole) et de l'horizon temporel (degré de patience) des investisseurs. Une forte croissance suppose aussi une forte croissance du capital physique, mais, dans ces modèles, ceci est le résultat, et non pas une cause, du progrès technologique.

5.1 Sortie de l'état d'équilibre

Zilibotti¹² affirme que la principale caractéristique qui distingue les modèles de croissance endogène des modèles néoclassiques traditionnels est l'existence d'un moteur autonome de croissance. Dans le modèle de Solow, la croissance à long terme n'est pas durable en présence d'une quantité fixe de certains des facteurs non reproductibles qui entrent dans la fonction de production parce que la productivité marginale du facteur reproductible tomberait à zéro à mesure que l'accumulation se poursuivrait. La convexité de la technologie ne suffit pas à générer la courbe d'équilibre stationnaire à long terme qu'on trouve dans les modèles traditionnels.

Par ailleurs, la théorie moderne de la croissance a examiné divers mécanismes économiques qui pourraient soutenir la productivité marginale du capital à mesure que l'accumulation se poursuit. Parmi eux, il y a ceux que nous

¹² Fabrizio Zilibotti. « A Rostovian Model of Endogenous Growth and Underdevelopment Traps », *European Economic Review*, 39 (1995).

avons déjà mentionnés, soit les externalités associées à l'apprentissage par l'action (Romer), l'accumulation du capital humain (Lucas), l'innovation intentionnelle et le développement financier. Si le modèle de base est appliqué à des niveaux plus faibles d'accumulation de sorte que le progrès technique ne fait augmenter que les facteurs reproductibles, on peut obtenir un cadre analytique qui s'accorde avec la description classique de démarrage et de développement donnée par Rostow pour certains types d'économie.

Un des problèmes de l'analyse classique de la convergence/non-convergence est que les trappes de sous-développement au sens de Rostow, c'est-à-dire les trappes dans lesquelles tombent certaines économies qui ne réussissent jamais à un moment donné de leur décollage à entrer dans une phase de croissance, sont plus difficiles à expliquer. L'explication de ces « sauts » rostoviens, à savoir le passage d'un état d'équilibre à un autre (décollage) par la croissance endogène réside peut-être dans une certaine synthèse du modèle de croissance en état d'équilibre de Solow et du modèle de croissance autonome endogène de Romer.

5.2 Synthèse et diffusion de la technologie

À certains égards, bien entendu, les travaux de Romer et d'autres théoriciens n'étaient pas aussi nouveaux qu'ils auraient pu sembler l'être. Déjà, dans les années 60, on avait tenté d'élaborer des modèles dans lesquels le progrès technologique était « endogénéisé ». Essentiellement, deux idées différentes ont été développées dans ces ouvrages (antérieurs), une qui mettait l'accent sur l'apprentissage (considéré comme une externalité positive d'autres activités économiques) et l'autre qui considérait le progrès technologique comme le produit d'un secteur de la technologie distinct dans l'économie. Les modèles plus récents suivent la voie ainsi tracée.

Ces dernières années, les défenseurs des modèles néoclassiques ont montré que l'apport du capital humain à la croissance concorde avec les prédictions du modèle de Solow-Swan lorsqu'on inclut le capital humain dans ce dernier. Par exemple, Mankiw et Romer incorporent à leur modèle l'accumulation du capital humain à titre de processus exogène et montrent empiriquement que la fonction de production sous-jacente affiche des rendements d'échelle décroissants au niveau des facteurs de production reproductibles. Dans un document précédent de la Série Documents du Groupe des politiques, Mueller a affirmé que : « Se pourrait-il que la lenteur du développement, dans certains pays, soit justement imputable à leurs carences en matière de capital humain. Un régime pédagogique bien ciblé est la clé de l'amélioration de la qualité du travail. Les recherches laissent croire que, dans

les pays en développement, il existe une relation étroite entre le perfectionnement du capital humain et la croissance économique¹³. »

Ce qu'impliquent les nouvelles théories de la croissance en ce qui concerne les différences de croissance et de bien-être entre les pays qui commercent entre eux est analysé très en détail dans Grossman et Helpman¹⁴. Les auteurs montrent — à l'aide d'un modèle d'équilibre général néoclassique traditionnel — que, si les retombées technologiques sont internationales et non nationales et s'il existe un marché financier international « parfait », les consommateurs de tous les pays seront en général sur un pied d'égalité pour ce qui est du bien-être (même s'il peut y avoir des différences au plan de la croissance de la production). Toutefois, quand on relâche ces hypothèses, les possibilités d'évolution différente se multiplient. Par conséquent, la diffusion de la technologie pourrait jouer un rôle (ce qui n'est pas très évident à l'heure actuelle).

L'investissement direct étranger et le commerce extérieur peuvent aussi générer des retombées positives par le biais des flux de connaissances (et des transferts de technologie) qu'ils génèrent. Les ouvrages parus dans le domaine n'ont pas toujours été d'accord sur le fait que le commerce extérieur accélère ou non la croissance. Mueller¹⁵ montre en détail qu'en général, le transfert des ressources de la production destinée au marché intérieur vers la production destinée à l'exportation pourrait être bénéfique pour la croissance. Par ailleurs, bien que la corrélation soit presque toujours observée, la relation de cause à effet n'a pas été prouvée jusqu'ici. Instinctivement, nous pensons que c'est le cas, comme le pensent aussi les auteurs d'un récent document hors-série d'Industrie Canada qui concluent que « plus un pays commerce avec l'étranger, plus il tire avantage de la R-D de ses partenaires commerciaux. Les données empiriques semblent soutenir

¹³ Richard E. Mueller. « Croissance économique et pays en développement : bilan de la recherche et éléments d'une politique canadienne », Document No. 94/08, avril 1994 de la Série Documents du Groupe des politiques.

¹⁴ Gene L. Grossman et Elhanan Helpman. « Innovation and Growth in the Global Economy », MIT Press: Cambridge, 1991.

¹⁵ Mueller, op. cit.

la notion que le commerce international exerce un effet favorable sur la productivité¹⁶. »

Toutes les nouvelles théories de la croissance ont quelques points en commun, dont l'importance de l'« écart au niveau des idées » (manque de connaissances pour créer de la valeur) par rapport à l'« écart au niveau du matériel » (pas assez de routes, d'usines, etc.). Tout de même, il y a une différence importante de contenu entre les modèles initiaux (où l'on suppose que le progrès technologique est totalement extérieur aux entreprises) et les modèles plus récents (qui supposent que le progrès technologique découle d'activités intentionnelles des entreprises). Dans certains ouvrages, cette hypothèse a été étendue aux pays mêmes, ce qui explique l'importance donnée à la capacité de recherche et de développement nationale.

Des travaux récents de Helliwell¹⁷ ont montré qu'il se peut que les différences observées dans l'évolution de la croissance ne puissent pas toutes être expliquées par la croissance endogène fondée sur les retombées nationales de l'accumulation intérieure du capital humain ou physique parce que dans le contexte asiatique, l'accumulation montre peu de signes de rendements d'échelle. Helliwell poursuit en disant qu'and dans les cas où il y a convergence, celle-ci est due au transfert international de la connaissance, qu'on peut le mieux analyser en faisant appel aux théories de la production et de la distribution de la connaissance. Il mentionne aussi deux autres facteurs susceptibles d'être importants : la démocratisation et le capital social. Autrement dit, les institutions et le contexte dans lequel les politiques sont adoptées pourraient effectivement avoir une incidence, même en théorie, sur l'évolution de la croissance.

Parmi les travaux les plus intéressants réalisés dans le domaine de la théorie de la croissance, il y a ceux qui cherchent à voir comment les structures

¹⁶ Pierre Fortin et Elhanan Helpman, « Innovation endogène et croissance : conséquences du point de vue canadien », Industrie Canada, Document hors-série No. 10, août 1995.

¹⁷ John F. Helliwell. « Economic Growth and Social Capital in Asia », Document préparé pour la conférence organisée par Industrie Canada sur la région Asie-Pacifique dans l'économie mondiale, Vancouver, décembre 1995.

institutionnelles peuvent entraver la diffusion des nouvelles technologies. Perez¹⁸ affirme que chaque nouvelle « vague » de forte demande mondiale caractérisée par des accroissements massifs d'investissements est aussi caractérisée par un style technologique dominant. Le rapport entre cette affirmation et la théorie de la croissance est que les pays qui s'avèrent plus experts à apporter les innovations institutionnelles qui vont avec le changement technologique sont susceptibles de croître plus rapidement et, donc, de combler leur retard ou de prendre de l'avance selon le cas. Ceux en butte à une inertie institutionnelle pourraient souffrir d'une discordance prolongée entre leurs institutions (publiques et privées) et le potentiel de croissance que les nouvelles technologies représentent. Les données empiriques récentes qui font état d'accroissements importants d'entrées nettes de capitaux privés dans certains pays en développement pourraient être un signe que beaucoup de pays en développement profitent de la diffusion de la technologie et sont en train de combler leur retard (convergence)¹⁹. Beaucoup d'autres restent encore bloqués à un niveau de demande faible, avec peu d'espoir d'améliorer leur sort.

Essentiellement, qu'on croie ou non à la modélisation, les positions défendues commencent à se ressembler. Dans un récent article publié par l'institut Brookings, Mankiw²⁰ affirme que, lorsqu'on regarde de plus près les problèmes empiriques des modèles néoclassiques, on constate qu'ils ont du mal à incorporer le capital humain. Mankiw prétend que, dans un pays représentatif, les deux tiers environ de tout le revenu du travail tiennent aux investissements réalisés afin d'améliorer les compétences des travailleurs, ce qui est un pourcentage beaucoup plus élevé que ce qui est estimé normalement dans une fonction de production parce que la technologie est relativement facile à obtenir. Si on tient compte de ce facteur, certains des problèmes de convergence empiriques disparaissent. Pour sa part, Romer fait remarquer que les rendements de

¹⁸ C. Perez. « Technical Change, Competitive Restructuring and Institutional Reform in Developing Countries », Banque mondiale, *Strategic Planning and Review*, Discussion Paper No. 4, décembre 1989.

¹⁹ « La reprise des flux de capitaux vers les pays en développement », *Bulletin du FMI*, 20 novembre 1995.

²⁰ Gregory Mankiw. « The Growth of Nations », *Brookings Papers on Economic Activity*, septembre 1995, Institut Brookings.

l'éducation dans les pays pauvres devraient être beaucoup plus élevés si cela était le cas et qu'un « exode des cerveaux inverse » en résulterait.

C'est la situation classique qu'on retrouve en théorie économique. Deux positions ou camps fermement défendus et dirigés par des théoriciens renommés. Ni l'un ni l'autre camp n'arrive à expliquer complètement pourquoi empiriquement certaines économies croissent plus rapidement que d'autres, tandis qu'en même temps pourtant, leurs théories convergent, tant les néoclassiques que les tenants de la croissance endogène reconnaissant l'importance de l'investissement dans le capital humain et de l'accès, pour les pays plus pauvres, à la technologie et au transfert de technologie.

6. Théorie : Contribution macro-économique de l'aide

Dans le débat général sur le « développement », la croissance est perçue comme un critère de réussite nécessaire mais pas toujours suffisant. Le « développement » doit aussi favoriser l'équité et contribuer à réduire la pauvreté, au moins à la longue. L'aide doit donc aussi chercher à avoir un effet non pas seulement sur la croissance, mais sur cette notion plus vaste qu'est le développement. Aux fins de l'analyse présentée dans le présent rapport, l'aide est toutefois principalement utilisée pour transférer des ressources à un pays bénéficiaire, ce qui peut avoir un effet positif sur la croissance de plusieurs façons. L'aide pourrait s'ajouter à l'épargne intérieure ou atténuer une contrainte subie par une économie donnée, par exemple la balance des paiements. L'aide pourrait aussi servir à accroître l'investissement dans un pays donné. Elle pourrait en outre servir de fondement à l'accroissement des exportations, ce qui, à en croire les statistiques, contribue à la croissance économique, quoiqu'on doive tenir compte des mises en garde mentionnées plus haut. L'apport de l'aide peut être quantitatif (par exemple prendre la forme d'investissement dans l'infrastructure) ou qualitatif (en améliorant la qualité relative des facteurs entrant dans la fonction de production). Ce deuxième type d'aide pourrait prendre la forme d'une aide à l'éducation ou d'une aide technique visant à améliorer les compétences de la main-d'oeuvre ou d'une aide à la mise en oeuvre de nouveaux procédés technologiques permettant des gains d'efficacité.

Figure 2 Mécanismes par lesquels les rentrées d'aide pourraient influencer sur l'économie bénéficiaire (adaptée de Mosley; pour une référence complète, voir note en bas de page 22 plus loin).

1. INJECTION D'AIDE

2. Modifie le revenu en conséquence directe du projet

3. Effets directs

4. Système éducatif amélioré

5. Infrastructure améliorée

6. Effets indirects sur le secteur public du pays en développement

7. Produit des ressources de valeur équivalente dans le secteur public. Celles-ci peuvent être utilisées pour :

8. Effets sur le déficit public et le taux de change

9. Réduction des impôts

10. Réduction des emprunts

11. Accroissement des dépenses « autres que de développement », p. ex., dépenses militaires

12. Accroissement des dépenses de développement, p. ex., éducation, santé

13. Modifie le taux d'épargne

14. Augmente la consommation du secteur privé

15. Modifie les prix relatifs pour le secteur privé

16. Effets indirects sur le secteur privé du pays en développement

Cela peut nous amener à conclure que l'aide étrangère peut contribuer de façon importante à la croissance dans une économie en développement, malgré

qu'elle puisse aussi simplement permettre de détourner des fonds intérieurs au profit de la consommation privée ou de la consommation des administrations publiques (voir figure 2). Selon la théorie de la croissance néoclassique traditionnelle, l'aide étrangère aide à accroître l'investissement et peut-être aussi l'épargne à court terme, conduisant ainsi à des accroissements du PIB à court terme. À long terme, le rôle de l'aide d'après la théorie de la croissance néoclassique est le transfert des nouveaux « paradigmes » technologiques qui permettent à un pays de passer à la courbe de croissance en état d'équilibre suivante. Selon la nouvelle théorie de la croissance ou théorie de la croissance endogène, l'aide contribue à améliorer les facteurs de production, en particulier le travail, par une meilleure éducation, l'apprentissage par l'action et les transferts technologiques. Les défenseurs des deux théories croient naturellement que l'aide doit prendre une forme adéquate et être bien ciblée.

Dans un cadre comptable où le déficit courant de la balance des paiements égale la différence entre l'épargne nationale et l'investissement national, on ne peut pas savoir d'avance si l'aide étrangère améliorera la performance économique nationale. L'accroissement du revenu disponible résultant d'une entrée d'aide étrangère peut être investi ou consommé (voir les résultats empiriques de Boone ci-dessous), selon que, par exemple, dans le pays, on pense que l'épargne étrangère va continuer d'être importante. Par conséquent, l'incertitude quant à la permanence des entrées d'aide pourrait décourager l'investissement privé. En même temps, l'accroissement massif des investissements du secteur public souvent associé à l'aide étrangère, même sous la forme de subventions, peut avoir un effet négatif sur l'épargne intérieure à moyen terme en menant souvent à une détérioration de la situation financière. De plus, le succès de l'aide étrangère, en général, et l'absorption de niveaux plus élevés d'aide, en particulier, sont susceptibles de dépendre dans une grande mesure de la capacité des pouvoirs publics d'utiliser l'aide de façon efficace. Il est concevable qu'une fois le seuil d'absorption de l'aide étrangère atteint, les nouvelles entrées d'aide étrangère deviennent contre-productives.

Dans une école de pensée sur le taux de change réel, on fait remarquer que l'aide étrangère peut parfois avoir un effet indésirable sur la performance économique. Quand une partie de l'aide étrangère est dépensée dans le secteur des biens non exportés, les pressions à la hausse qui s'ensuivent sur le prix intérieur des biens non exportés font monter le taux de change réel d'équilibre, ce qui nuit à la compétitivité du pays sur la scène internationale. Qui plus est, la rentabilité accrue du secteur des biens non exportés qui en résulte incite la main-d'oeuvre à quitter les activités tournées vers l'exportation (comme l'agriculture) pour les activités de services. Une baisse de l'offre de travail dans l'agriculture exerce des

pressions à la hausse sur les coûts de main-d'oeuvre dans l'agriculture, abaissant ainsi la rentabilité de ce secteur. La baisse de compétitivité à l'échelle internationale qui en découle nuit aux résultats à l'exportation et, ce faisant, à la croissance économique. En fait, un Occasional Paper du FMI²¹ note que l'aide peut créer un cercle vicieux caractérisé par des mauvais résultats à l'exportation et une dépendance à l'égard de l'aide. Toutefois, une entrée d'aide étrangère n'est pas nécessairement indésirable, et souvent ne l'est pas. L'aide étrangère peut aussi avoir des effets bénéfiques si elle contribue au développement de l'infrastructure économique et sociale, s'ajoutant ainsi aux activités du secteur privé. Pour que l'aide étrangère soit bénéfique, il faut que ses effets positifs l'emportent sur ses effets indésirables.

Au niveau micro-économique, l'aide étrangère devrait influencer sur le choix des individus entre loisirs et travail et, donc, sur l'épargne intérieure. En général, l'aide permet aux individus de maintenir un niveau de revenu et de consommation donné sans avoir à offrir le même nombre d'heures de travail (effort) qu'avant son arrivée. Autrement dit, l'aide peut abaisser le coût d'option du travail, ce qui encourage les agents économiques à remplacer des efforts de travail par des loisirs. Cet effet potentiellement défavorable de l'aide sur l'épargne intérieure serait plus prononcé si dans le pays on pensait que l'aide étrangère allait toujours continuer d'arriver. Toutefois, si au niveau macro-économique l'aide devait aider au développement de l'infrastructure sociale et physique — en favorisant l'emploi et en élevant la productivité de la main-d'oeuvre et du capital physique — le revenu réel augmenterait. Donc, en élevant potentiellement le revenu réel, l'aide peut favoriser l'épargne intérieure. Par conséquent, l'effet direct de l'aide étrangère sur l'épargne intérieure peut être négatif, mais l'effet indirect pourrait être positif.

Étant donné la diversité des hypothèses qui peuvent être faites au sujet de l'apport de l'aide à l'épargne, à l'investissement et à la croissance, quelles leçons peut-on tirer de la nouvelle théorie de la croissance? La réponse semble résider dans l'investissement et dans l'aide à l'éducation et l'aide technique.

²¹ Michael T. Hadjimichael, et coll., « Sub-Saharan Africa: Growth Savings and Investment, 1986-93 », FMI, *Occasional Paper 118*, janvier 1995.

7. Théorie : Pourquoi les pays donnent de l'aide

En termes purement théoriques, la taxinomie²² du cas théorique de prestation d'aide élaborée par Mosley est très utile, car on y retrouve ce qu'implique notre analyse de la théorie de la croissance, exposée précédemment. Selon Mosley, les gouvernements des pays riches se servent de l'aide pour les fins suivantes :

- fonction redistributive, selon laquelle les pays riches transfèrent des ressources aux pays plus pauvres afin d'améliorer le bien-être de la population de ces derniers;
- fonction allocative, qui consiste à compléter l'investissement en capitaux venant du secteur privé qui est insuffisant dans les pays plus pauvres (voir la figure 3). L'axe RR' est le taux minimal tolérable de rendement de l'investissement et XX', le taux réel (*ex post*). L'axe MM' est le taux minimal (*ex ante*) de rendement anticipé par les investisseurs privés. OA correspond à la somme des investissements privés basée sur des hypothèses pessimistes en matière de risque. L'apprentissage par l'action et la formation du capital humain feront croître MM' et XX' avec le temps (théorie de la croissance endogène). Par conséquent, les gouvernements des pays riches peuvent accroître l'investissement mis à la disposition des pays plus pauvres, ce qui, avec le temps, permettra aux investisseurs privés de se livrer à des évaluations plus précises;

Rendement

Montant investi

Figure 1.1 : Justification de l'allocation d'une aide à l'étranger

Figure 3

²² Paul Mosley, *Foreign Aid: Its Defense and Reform*, University Press of Kentucky, 1994.

- fonction stabilisatrice, selon laquelle l'apport d'aide peut faire croître la demande systémique totale, réduire le chômage et, en bout de ligne, accroître les échanges commerciaux totaux avec l'étranger, tout en augmentant la capacité du pays bénéficiaire d'avoir un gouvernement plus responsable, du moins l'espère-t-on.

Cette taxinomie va dans le sens de notre analyse théorique précédente de la contribution macro-économique de l'aide qui, à son tour, s'inscrit dans l'analyse de la croissance endogène. L'aide peut conduire à un investissement accru tant en capital humain qu'en capital physique, ce qui conduit à des rendements d'échelle des intrants croissants. Comme nous l'avons vu dans la partie traitant de l'innovation, l'aide peut également remplir un rôle du fait qu'elle peut s'assortir d'un transfert technologique pour maintenir le moteur endogène de la croissance.

8. Pratique : La question de l'aide d'un point de vue empirique

Comme le souligne Ryrie²³, que nous croyions ou non que l'aide au développement pourra produire et produira effectivement des fruits, les raisons morales et politiques qui l'appuient sont solides et valides. Mais, ce qui compte en définitive, c'est avant tout sa viabilité. Compte tenu des buts du présent document, le critère fondamental du succès du développement doit être la croissance économique. Dans cette optique, les pays plus pauvres devront tôt ou tard s'engager sur la voie d'un développement rapide axé sur le marché ou alors ils seront laissés pour compte.

Dans une analyse de diverses études empiriques, Cassen et ses collaborateurs en arrivent aux conclusions suivantes concernant les effets de l'aide²⁴ :

- pour un échantillon de pays, l'analyse de régression indique que les effets de l'aide sur la croissance sont aussi bien positifs que négatifs;
- on observe des écarts importants tant selon les régions que selon les périodes;

²³ Ryrie, *op. cit.*

²⁴ Robert Cassen et coll., *Does Aid Work?*, Clarendon Press, Oxford, 1986.

- des études plus approfondies devront être faites sur les effets de l'aide sur la productivité des capitaux (et sur la productivité de la main-d'oeuvre, selon la nouvelle théorie de la croissance);
- la plupart des études font état d'une relation négative entre l'aide et l'épargne, qui est moins évidente quand on prend en considération l'aide à la consommation (comme dans les résultats obtenus par Boone, présentés ci-après);
- les analyses transversales indiquent une faible relation entre l'aide et l'investissement, alors que les études par pays font état de résultats légèrement plus positifs;
- il y a peu de preuve indiquant que l'aide porte les pays bénéficiaires à réduire leurs taxes ou qu'elle accroît le déficit de façon systématique;
- il n'est possible de conclure en aucune façon que l'aide favorise l'autonomie, c.-à-d. la capacité de croître sans aide.

Comme l'indiquent les conclusions ci-dessus, le rôle de l'aide comme facteur favorable à une croissance économique soutenue reste à prouver tant au plan théorique qu'empirique. Les idées développées par Boone dans des analyses de synthèse récentes sont très utiles de ce point de vue; en effet, ce dernier fait valoir que l'application, pendant cinq décennies, de programmes d'aide étrangère à grande échelle n'a pas eu un effet significatif sur la croissance économique des pays bénéficiaires. Dans son ouvrage *Politics and the Effectiveness of Foreign Aid*, il examine l'importance du régime politique par rapport à l'efficacité des programmes d'aide²⁵. Boone classe les pays selon trois catégories de régime politique établies en fonction des groupes d'intérêt appuyés par leur gouvernement et analyse l'incidence de l'aide étrangère en se fondant sur les résultats obtenus au moyen de diverses techniques de régression. Il apparaît que, dans le but de maximiser le bien-être de leurs citoyens, tous les gouvernements, quel que soit leur régime politique, orientent l'aide vers la consommation plutôt que vers l'investissement ou la croissance. La répartition de l'aide étant mesurée au moyen d'indicateurs de rendement (mortalité infantile, taux de scolarisation au niveau de l'école primaire et espérance de vie), Boone constate que l'aide ne permet pas

²⁵ Peter Boone, *Politics and the Effectiveness of Foreign Aid*, NBER, document de travail n° 5308, octobre 1995.

d'améliorer le développement de base de la population et ce, quel que soit le degré de démocratie ou de libéralisme qui caractérise le régime politique.

Des analyses empiriques plus approfondies semblent indiquer que tous les gouvernements, quel que soit leur régime politique, utilisent l'aide étrangère au profit d'une élite politique jouissant d'un haut revenu plutôt que des défavorisés. Boone explique que, lorsque l'on observe une baisse de quelque 30 % de la mortalité infantile dans les pays sous régime démocratique libéral, en fait ce n'est pas parce que l'aide y est répartie différemment, mais bien parce que les pauvres de ces pays ont beaucoup plus de pouvoir et plus de poids politique. En conséquence, il est d'avis qu'en offrant des programmes d'aide pendant une courte période, pour appuyer des régimes démocratiques libéraux, on peut donner suffisamment de pouvoir aux démunis pour jeter les bases qui permettront de réduire la pauvreté de façon soutenue et autonome dans le pays en question.

Boone est d'avis que la persistance de la pauvreté témoigne de l'échec des gouvernements des pays bénéficiaires et d'un manque de possibilités d'investissement plutôt que d'une insuffisance de fonds. Il conclut que les programmes d'aide étrangère doivent réduire les politiques économiques ayant des effets de distorsion et promouvoir la stabilité politique dans les pays bénéficiaires si l'on veut que l'aide favorise l'investissement et la croissance.

Dans leur ouvrage *Multilateral Aid, Politics and Poverty*, Boone et Faguet se fondent sur la recherche de Boone pour étudier l'efficacité de l'investissement dans l'infrastructure publique au moyen de programmes d'aide multilatéraux et pour suggérer de nouvelles orientations à donner à l'aide étrangère dans l'avenir²⁶. Les auteurs avancent que, dans le système actuel, où ni les mécanismes du marché ni les emprunteurs ne jouent un rôle véritable dans l'établissement des critères d'investissement, le contrôle de la qualité ou la supervision du crédit, l'aide étrangère ne s'est pas avérée une façon efficace de promouvoir l'investissement dans l'infrastructure publique. Ils citent les programmes d'aide aux pays de l'Afrique subsaharienne qui ont été à l'origine d'un endettement élevé comme l'exemple le plus flagrant de l'échec de l'aide étrangère en tant que facteur de croissance.

²⁶ Peter Boone et Jean-Paul Faguet, *Multilateral Aid, Politics and Poverty*, London School of Economics, septembre 1995.

Boone et Faguet soutiennent également que la situation politique est la clé du succès des programmes d'aide étrangère, notamment pendant et après une période de crise économique ou politique. En pareilles circonstances, le gouvernement du pays bénéficiaire peut s'appuyer sur son mandat pour opérer rapidement des changements économiques durables avant qu'une structure politique plus stable ne s'implante et que sa capacité d'effectuer des réformes importantes ne s'en trouve réduite. L'aide devrait donc être fortement conditionnelle au changement et être utilisée pour implanter le changement. Les auteurs font également valoir que l'aide ne devrait plus servir à financer des programmes d'infrastructure importants, mais plutôt des programmes de courte ou de moyenne durée, visant explicitement la réduction de la pauvreté, particulièrement en période de révolution ou de crise. Les pays donateurs devraient adopter un rôle plus passif lors de la sélection des projets d'investissement, de façon que la situation du marché puisse influencer plus directement sur l'afflux d'investissements étrangers privés.

Comme Mosley et d'autres analystes l'ont souligné, les analyses statistiques portant sur divers pays donnent des résultats contradictoires quant à l'effet de l'aide sur la croissance. Une conclusion qui semble commune à diverses études, toutefois, est que si le contexte est propice à l'application de la politique et s'il y a une volonté politique de s'attaquer aux problèmes d'endettement, de taux de change et de droits de douane, alors il pourra y avoir une corrélation positive entre l'aide et la croissance. Les études sont moins claires en ce qui a trait à la causalité. Enfin, d'autres études ont révélé, dans le cas d'un seul pays, que l'aide peut avoir un effet, mais seulement si elle est importante et si le pays bénéficiaire possède certaines des caractéristiques décrites ci-dessus²⁷.

Par conséquent, après avoir examiné les données empiriques et reconnu que les problèmes techniques liés à la modélisation des effets de l'aide sur une base macro-économique peuvent biaiser les résultats, les spécialistes ne se sont toujours pas prononcés. Un point semble clair, toutefois, et c'est que, comme intran du modèle néoclassique de base, l'aide est probablement « gaspillée » dans bien des cas, parce qu'elle n'est pas accordée aux bons programmes, parce qu'elle ne peut pas être assimilée efficacement ou parce que le contexte propre au pays bénéficiaire n'est pas propice à l'application de la politique. La théorie de la croissance endogène semble suggérer que l'aide serait mieux utilisée dans le cadre

²⁷ Pour un examen plus détaillé des ouvrages, voir Cassen et associés, *Does Aid Work?*, Clarendon Press, Oxford, 1986, Mosley, *op. cit.*, et Boone, *op. cit.*

de programmes d'aide technique concrète visant à développer les compétences au moyen d'investissements dans l'éducation et la formation, et peut-être surtout dans le cadre du transfert de technologie.

9. Aide au développement officiellement fournie par le Canada

Aucun sujet n'a autant attiré l'attention ces dernières années que le programme d'aide du Canada et la façon dont nous dispensons l'aide à l'étranger. Sondage après sondage, les Canadiens ont déclaré qu'ils appuyaient la poursuite du programme d'aide du Canada²⁸. Cependant, l'ACDI de même que les critères et les mécanismes présidant à l'octroi de l'aide internationale ont été tellement critiqués publiquement et taxés de bureaucratie que la faveur de la population pour l'aide à l'étranger est souvent oubliée.

Dix principaux bénéficiaires de l'aide bilatérale au développement officiellement fournie par le Canada (en millions de dollars), certaines années									
1975-1976		1980-1981		1985-1986		1989-1990		1993-1994	
Tableau 1	98,90	Bangladesh	74,40	Bangladesh	100,10	Bangladesh	125,30	Chine	60,30
Inde	63,90	Pakistan	38,10	Indonésie	74,90	Indonésie	52,40	Bangladesh	43,10
Pakistan	36,70	Sri Lanka	37,80	Pakistan	66,70	SADCC	39,10	Inde	34,90
Indonésie	29,50	Inde	29,50	Inde	45,50	Pakistan	36,50	Indonésie	34,50
Bangladesh	24,40	Tanzanie	29,20	Jamaïque	28,80	Chine	35,20	Philippines	34,10
Tanzanie	17,60	Égypte	22,10	Sri Lanka	26,50	Jamaïque	33,30	SADCC	32,40
Ghana	17,50	Cameroun	20,20	Niger	26,30	Cameroun	32,90	Ghana	26,50
Niger	16,40	Sahel	19,60	Tanzanie	24,30	Ghana	32,60	Mali	23,80
Tunisie	15,70	Turquie	18,90	Kenya	22,40	Tanzanie	30,60	Sénégal	19,80
CAO	14,90	Indonésie	17,90	Sénégal	20,60	Marec	28,40	Égypte	16,20
Malawi									
Total, dix premiers	335,50		307,70		436,20		446,30		325,90
Total, aide bilatérale	521,70		581,50		816,20		1026,30		766,90
Pourcentage, dix premiers	64,30		52,90		53,40		43,50		42,50

Source : Morrison, *op cit.*, ACDI, divers rapports annuels.

L'aide au développement officiellement fournie par le Canada aux pays en développement au cours des trente dernières années a été substantielle (voir le tableau 1 pour ce qui est de l'aide bilatérale de gouvernement à gouvernement). L'aide de pays à pays a atteint un sommet de plus de 2,1 milliards de dollars

²⁸ Dans l'enquête sur l'activité en matière de politique étrangère effectuée par le ministère des Affaires étrangères, en novembre 1995, 89 % des répondants ont exprimé leur appui à la poursuite des programmes d'aide à l'étranger. Dans l'opinion publique internationale, l'aide étrangère fournie par le Canada vient directement après le maintien de la paix pour ce qui est des plus importantes contributions du Canada au reste du monde.

durant l'exercice 1991-1992. Notre enveloppe d'aide multilatérale s'est également enrichie, compte tenu de nos engagements vis-à-vis des institutions financières internationales et de nos importantes dépenses au chapitre de l'aide humanitaire et de l'aide alimentaire. En ce qui intéresse cette étude, l'aide officielle de gouvernement à gouvernement (c.-à-d. l'aide « traditionnelle ») est la plus révélatrice de la répartition géographique de l'aide que nous fournissons.

Depuis les années 60, les dons du Canada se sont caractérisés par leur « dispersion »; ils n'ont pas été systématiquement axés sur un petit nombre de pays²⁹. Les décisions en matière de politiques prises ces dernières années, dans un contexte de restrictions budgétaires, ont contribué à réduire le nombre de pays bénéficiaires. Compte tenu des coupures imposées par le gouvernement actuel et du resserrement des dépenses prévu pour les prochaines années, l'aide au développement va très probablement subir d'autres réductions. Dans ce contexte, d'autres dures décisions quant au choix des pays bénéficiaires devront et seront très certainement prises.

Comme Boone le souligne, l'aide a effectivement contribué à favoriser de façon substantielle la croissance économique dans un petit nombre de cas. Si l'on considère l'expérience du Canada en matière d'aide au cours de la dernière décennie, on peut faire des remarques intéressantes. Le tableau 1 donne la liste des dix pays ayant bénéficié d'une aide du Canada, par ordre d'importance, pour certaines années des deux dernières décennies. Quelques pays sont presque toujours présents, alors que, pour d'autres, leur présence dépend de questions politiques ou d'autres considérations. Quelques pays, comme le Bangladesh, l'Indonésie, l'Inde et le Pakistan, figurent parmi les principaux bénéficiaires de l'aide au développement offerte par le Canada durant les deux décennies, en raison de leur population et de leur profil d'aide historique. D'autres, comme le Ghana, le Mali et les Philippines ont figuré à nouveau sur la liste dans les années 90, quand leurs gouvernements respectifs ont entrepris une réforme politique et économique. Quelques-uns de ces pays ont connu une forte croissance, alors que d'autres sont restés bloqués dans une situation de faible croissance. Il est certain qu'étant donné les faibles montants en cause, l'aide fournie par le Canada n'a pas eu un effet déterminant sur l'évolution de la croissance. Mais l'aide canadienne a été mieux ciblée ces derniers temps, tant en termes de répartition géographique que de composition. Y a-t-il d'autres leçons qui pourraient éclairer notre façon de faire?

Sans vouloir paraître déterministe, et étant donné que l'objectif reconnu de notre programme d'aide est de réduire la pauvreté, il convient de faire ici plusieurs observations. Tout d'abord, les pays qui ont enregistré de bons taux de croissance ont en général les politiques voulues (ajustement structurel, libéralisation des droits de douane, démocratisation, etc.), et l'aide qui leur est fournie donne de meilleurs résultats. Une situation macro-économique stable est aussi nécessaire pour maximiser les avantages que le

²⁹ Pour une excellente analyse détaillée de « The Choice of Bilateral Aid Recipients », voir le chapitre de David Morrison portant le même titre dans *Canadian International Development Assistance Policies: An Appraisal*, sous la direction de Cranford Pratt, McGill-Queen's University Press, Kingston, 1994.

pays bénéficiaire peut tirer de l'aide étrangère dans un contexte de concurrence rendue plus vive du fait que les ressources des pays donateurs sont plus limitées. En outre, les études empiriques indiquent qu'il existe une corrélation positive entre la croissance et l'amélioration du capital humain (à la fois directement et indirectement, de par les répercussions sur la croissance démographique) et les progrès au plan de la libéralisation des politiques.

Si nous voulons nous baser sur les possibilités de succès les plus grandes pour cibler l'aide, nous devons tenir compte du fait que ces possibilités dépendent en partie de l'existence de politiques macro-économiques raisonnables et de l'engagement des autorités locales à répartir efficacement les ressources (c.-à-d. en fonction des impératifs du marché). Le fait de fournir l'aide aux pays qui sauront la rentabiliser (dans la mesure où cette pratique se généraliserait chez les principaux pays donateurs) aurait, en outre, l'avantage systémique d'inciter plus vivement les autres pays en développement qui sont mal gérés à adopter le même type de « bonnes » politiques. Autrement dit, la meilleure stratégie consiste à éviter le risque moral de favoriser des politiques et des comportements improductifs.

Si nous adoptons les recommandations de Christie et Preston et des documents Dimic du Groupe des politiques (voir la note 4 ci-dessus) et si nous cherchons à classer les pays bénéficiaires en catégories précises, correspondant aux cas où l'aide sera « le plus fructueuse », nous pouvons adopter comme critère supplémentaire les conclusions de nos lectures sur la nouvelle théorie de la croissance. Pour Christie et Preston, notre stratégie d'aide devrait être basée sur une double approche applicable à deux catégories de pays. Dans un cas, il s'agirait d'une aide humanitaire et d'une aide visant à lutter contre la pauvreté et, dans l'autre, d'une aide au développement ou d'une aide technique visant à favoriser la croissance. Dans la typologie de Dimic, les pays de ce second groupe se caractérisent en général par un même souci de promouvoir la démocratie, de favoriser le développement durable et d'appliquer des politiques économiques solides. Lorsque Dimic fait entrer les « intérêts du Canada » dans sa matrice, il obtient une liste de pays pouvant constituer le noyau de partenaires de la zone 2, tels que les identifie Christie et Preston³⁰.

En tentant d'expliquer pourquoi certains pays évoluent différemment des autres et en mettant l'accent sur l'importance d'améliorer le capital humain et sur le besoin d'éducation, la nouvelle théorie de la croissance va dans le sens des résultats des deux documents précédents du Groupe des politiques. Parmi ses critères de développement, Dimic utilise l'indice du développement humain PNUD. Dans un certain nombre d'études empiriques sur l'innovation et la nouvelle théorie de la croissance, il a été démontré que des substituts comme l'intensité de R-D, le niveau de scolarité et d'autres caractéristiques allaient de pair avec les gains de productivité, favorisant ainsi la croissance économique. Il est nécessaire d'effectuer d'autres études en vue de sélectionner les bénéficiaires possibles de l'aide fournie par le Canada. L'étude de Dimic

³⁰ À des fins de comparaison avec le tableau 1 ci-dessus, les pays identifiés par Dimic sont les suivants : le Mexique, le Brésil, la Colombie, l'Uruguay, la Jamaïque, le Chili, le Venezuela, Trinité et Tobago, le Honduras, la Bolivie, l'Indonésie, la Chine, la Malaisie, la Thaïlande, l'Inde, les Philippines, l'Égypte, le Botswana, Madagascar et le Ghana.

pourrait servir de point de départ, auquel il pourra être utile d'ajouter d'autres critères qui reflètent la motivation théorique à la base de la théorie de la croissance endogène.

En mettant l'accent sur l'importance de fournir de l'aide ainsi que sur le type d'aide fournie et sa répartition, la nouvelle théorie de la croissance pourrait également contribuer à déterminer quels pays se classent dans les groupes correspondant aux zones 1 et 2 identifiées par Christie et Preston, ainsi que les mécanismes à utiliser dans chaque cas pour fournir l'aide. L'ACDI a déjà accepté de se plier à la nécessité de repenser notre programme d'aide en fonction de cette nouvelle réalité. Pour tenir compte de l'évolution de la situation et du concept de développement, elle a décidé de mettre l'accent sur l'amélioration du capital humain, soit d'encourager l'établissement d'un milieu adapté « aux règles du marché » et de tenir compte des résultats atteints par le gouvernement du pays bénéficiaire. Il reste maintenant à raffiner cette approche.

10. Conclusion et recommandations touchant les politiques

- L'aide au développement fournie par le Canada s'est relativement bien adaptée à l'évolution de la situation. Le choix des pays bénéficiaires et des moyens pris pour appliquer les politiques (p. ex. le programme de coopération industrielle de l'ACDI) a également répondu au même souci. Dans la mesure où les pays donateurs, y compris le Canada, subissent des restrictions budgétaires, la sélection devra être encore plus rigoureuse.
- Tout en continuant de fournir de l'aide sur une courte période pour répondre à des besoins humanitaires ou en cas de sinistre, le Canada orientera de plus en plus son aide au développement vers un petit nombre de pays en mesure d'en faire bon usage. La sélection de ces pays s'appuiera sur certains critères, l'un d'eux étant la capacité de ces pays de soutenir un rythme de croissance, ce qui devrait les amener à sortir de la catégorie des pays qui ont besoin d'être aidés.
- Selon la théorie néoclassique de la croissance, l'aide étrangère peut « remplacer » les capitaux nationaux dans le processus d'accumulation de capitaux. L'aide fournie par le Canada devrait être davantage axée sur l'éducation et la formation et favoriser la mise en place d'un environnement adapté aux « règles du marché » qui se prête mieux à l'apprentissage par l'action. Une des formes d'aide les plus efficaces pourrait être celle qui consiste à relever le niveau du capital humain chargé de concevoir et de gérer un milieu favorable à l'application des politiques.
- L'aide internationale devrait également être orientée en grande partie vers l'amélioration des capacités d'exportation des pays bénéficiaires et du fonctionnement de leurs marchés intérieurs, en favorisant l'accès bilatéral aux marchés, en consolidant les régimes relatifs à la propriété intellectuelle et au droit commercial, et en aidant les pays bénéficiaires à s'implanter plus activement sur les marchés.
- L'aide internationale devrait mettre l'accent plus encore sur l'amélioration des capacités de recherche et développement des pays bénéficiaires. La R-D contribue à améliorer le capital humain et, partant,

favorise la croissance économique. Il faudrait aussi revoir les conditions actuelles d'accès à la technologie.

- Il faudra effectuer des études plus approfondies encore sur les pays que le Canada a sélectionnés comme prioritaires, pour déterminer la capacité d'absorption de leurs économies respectives et aussi les secteurs sur lesquels notre aide devra porter en priorité. Les politiques appliquées par les gouvernements des pays bénéficiaires doivent entrer en ligne de compte et il faudra appuyer le concept de conditionalité (relativement aux politiques de nature économique et politique).

DOCUMENTS DU GROUPE DES POLITIQUES - POLICY STAFF PAPERS

Récents documents sur des questions économiques et de politique commerciale :

Recent papers on Economic and Trade Policy Issues :

A) DOCUMENTS SUR LA POLITIQUE COMMERCIALE :

1. La mondialisation et la politique officielle au Canada : à la recherche d'une paradigme, par Keith H. Christie. Document n° 93/01 (janvier 1993).* SP19
2. Commerce et protection de l'environnement : comment mettre fin au dialogue de sourds?, par Michael Hart et Sushma Gera. Document n° 92/11 (juin 1992).* SP18
3. La mondialisation : Incidence sur la dynamique du commerce et de l'investissement, par Dennis Seebach. Document n° 93/07 (juin 1993).* SP25
4. Le contrôle des fusions à l'heure de la libéralisation des échanges : convergence ou coopération?, par Nicolas Dimic. Document n° 93/09 (août 1993).* SP27
5. Les consortiums technologiques : le dilemme du prisonnier?, par Rhoda Caldwell. Document n° 93/10 (août 1993).* SP28
6. La durée optimale des brevets dans une économie commercante : matériaux pour l'avenir de la politique commerciale, par I. Prakash Sharma. Document n° 93/12 (octobre 1993).* SP30
7. L'émergence d'une politique commerciale stratégique : chacun pour soi et dieu pour tous, par I. Prakash Sharma et Keith H. Christie. Document n° 93/14 (décembre 1993).* SP32
8. Mesures de conformité et règlement des différends dans les accords environnementaux internationaux : deux poids, deux mesures, par Keith H. Christie. Document n° 93/15 (décembre 1993).* SP33
9. Effets de l'intégration des marchés sur le commerce et la politique commerciale, par James McCormack. Document n° 94/01 (février 1994).* SP35
10. La nouvelle Jérusalem : la mondialisation, la libéralisation du commerce et certaines incidences sur la politique canadienne du travail, par Rob Stranks. Document n° 94/02 (février 1994).* SP36
11. Convergence de la politique de concurrence : les cartels d'exportation, par William Ehrlich et I. Prakash Sharma. Document n° 94/03 (avril 1994).* SP37
12. Programme de diversification du libre-échange au lendemain de l'ALENA et des NCM, par Keith H. Christie. Document n° 94/04 (janvier 1994).* SP38
13. Stratégies mondiales et investissement étranger direct : dimension commerciale et économique au Canada, par Julie Fujimura. Document n° 94/07 (février 1994).* SP41
14. Competition and Trade Policy Interface: Some Issues in Vertical Restraints, par I. Prakash Sharma et Prue Thomson, avec Keith Christie. Document n° 94/11 (décembre 1994). SP45
15. Le libre-échange nord-américain, les subventions et les droits compensateurs: la problématique et les options, par Gilbert Gagné. Document n° 94/13 (juillet 1994).* SP47

16. L'Organisation mondiale du commerce et les programmes environnementaux : Rapprochements dangereux, par Anne McCaskill. Document n° 94/14 (juin 1994). * SP48
17. Condamnés à agir : réflexions sur les régimes antidumping et la politique de concurrence, par Keith H. Christie. Document n° 94/15 (juillet 1994). * SP49
18. Les droits compensateurs et l'environnement : une boîte de Pandore ?, par Rob Stranks. Document n° 94/19 (octobre 1994). * SP53

B) DOCUMENTS SUR LA PROMOTION DU COMMERCE :

1. From a Trading Nation to a Nation of Traders : Towards a Second Century of Trade Development, par Andrew Griffith. Document n° 92/05 (mars 1992). SP12
2. Exportation et création d'emplois, par Morley Martin, Document n° 93/06 (juin 1993). * SP24
3. L'effet des exportations: analyse entrées-sorties de commerce extérieur canadien, par James McCormack. 92/24 (décembre 1994). * SP58

C) DOCUMENTS SUR LE COMMERCE RÉGIONAL ET L'ÉCONOMIE :

1. Les approches particulières : régionalisme et diplomatie économique canadienne, par Keith H. Christie. Document n° 93/08 (mai 1993). * SP26
2. Japon Inc : La maîtrise des principes économiques fondamentaux, par I. Prakash Sharma. Document n° 93/16 (décembre 1993). * SP34
3. Le Canada et les Amériques : nouveaux débouchés et défis, par Conrad Sheck, Colin Robertson, Jamal Khokhar, Nicolas Dimic et Keith Christie. Document n° 94/06 (avril 1994). * SP40
4. La Chine en l'an 2000 : Nature de la croissance et intérêts économiques du Canada, par Steve Lavergne. Document n° 94/10 (mai 1994). * SP44
5. Établissements financiers et entreprises : une relation à la japonaise, par James McCormack. Document n° 94/16 (juillet 1994). * SP50
6. Les blocs économiques régionaux: un fait accompli?, par Julie Fujimura. Document n° 95/01 (février 1995). * SP59
7. Changements de partenaires et partenaires changeants: Tendances des relations économiques régionales du Canada, par Steve Wilson. Document n° 95/02 (mars 1995). * SP60
8. L'intégration économique des pays de l'Asie du Nord: réalité ou illusion?, par Steve Lavergne 95/03 (mars 1995). * SP61
9. Ensemble ou séparément: l'Argentine, le Brésil et l'ALENA, par Stephen Wilson, 95/09 (août 1995). SP67
10. Les quatre Amigos et d'autres encore: vers une zone de libre-échange des Amériques, par Keith Christie, 95/10 (octobre 1995). SP68
11. Des Changements dans le Voisinage: Réflexions sur le Mexique en transition, par Thomas Legler, 96/02 (février 1996). * SP75

D) AUTRES DOCUMENTS SUR L'ÉCONOMIE :

1. Croissance démographique mondiale et mouvements de population : Conséquences pour les politiques canadiennes, par Michael Shenstone. Document n° 92/07 (avril 1992). * SP14
2. Pour des sanctions efficaces et appropriées, par Jean Prévost. Document n° 93/04 (mars 1993). * SP22
3. L'or noir : Évolution du marché mondial du pétrole et conséquences pour le Canada, par Shusma Gera. Document n° 93/05 (février 1993). * SP23
4. Croissance économique et pays en développement : Bilan de la recherche et éléments d'une politique canadienne, par Rick Mueller. Document n° 94/08 (avril 1994). * SP42
5. L'épée de Damoclès est-elle toujours là? Retour sur la crise de l'endettement des PMA, par Rick Mueller. Document n° 94/09 (mai 1994) * SP43
6. Les sanctions proactives : techniques du passé, vision moderne pour une gestion sans violence, par Dr. Nicholas Tracy. Document n° 94/17 (juin 1994). * SP51
7. Stress environnemental, conflits violents et sécurité nationale: L'arbre dans la forêt, par Rob Stranks. 95/05 (À paraître) SP63
8. Gérer la diversité: Les relations économiques du Canada avec les pays en développement, par Keith Christie et David Preston. Document no. 95/15 (décembre 1995). * SP73
9. La Chine: stress environnemental et sécurité nationale, par Robert T. Stranks et Nicolino Strizzi. Document no. 96/01 (février 1996). SP74
10. "Nouvelle": Théorie de la croissance et aide au développement, par James P. Walker. Document no. 96/03 (avril 1996). SP76

COMMENTAIRE DU GROUPE DES POLITIQUES

- No. 1 L'Uruguay Round : ses avantages pour les pays en développement, par Robert T. Stranks * (mars 1994).
- No. 2 L'investissement direct à l'étranger et l'emploi intérieur, par Julie Fujimura et Robert T. Stranks * (avril 1994).
- No. 3 Les statistiques sur le commerce et l'investissement direct : des données tout à fait conciliables, par James McCormack * (mai 1994).
- No. 4 Les sanctions économiques : une arme à deux tranchants en politique étrangère?, par Rob Stranks * (mai 1994).
- No. 5 Entrées de capitaux récentes en Amérique latine : Trop beau pour durer?, par Richard Mueller * (août 1994).
- No. 6 Pas encore sortis de Bretton Woods: Déséquilibres des taux de change, commerce et réformes proposées, par James McCormack * (février 1995)
- No. 7 Veiller au grain: L'impact de la réduction du déficit sur le secteur commercial, par James McCormack * (mars 1995)
- No. 8 Le problème des chiffres: Les dépenses militaires dans les pays en développement, par James McCormack *(juin 1995)

No. 9 Dossier en Souffrance: Vers la création d'une organisation mondiale pour l'environnement, par Robert T. Stranks (juin 1995)

No. 10 Un nouveau mode de financement des Nations unies: une idée qui fait son chemin, par James P. Walker (décembre 1995)


No. 11 Négociateurs en baskets: Produits dérivés, volatilité, risque et surveillance, par James McCormack * (mai 1995)

No. 12 Possibilitié de nouvelles réformes en Inde, par I. Prakash Sharma (décembre 1995)

No. 13 La restructuration du système financier japonais Après la tempête, par Julie K. Fujimura (février 1996)

* Disponible en anglais - available in English

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20083942 4

CA1 EA533 96P03 FRE ex.1 DOCS
Walker, James P.
"Mammelle" theorie de la

